



CONSIDERATIONS

From: "Cercle des Economistes Citoyens" cercleecocit@gmail.com

Date: Sun, 5 May 2013

Considérant:

Qu'une monnaie nationale est un des attributs d'un pays souverain ;

Qu'un pays souverain doit émettre sa propre monnaie ;

Que les seuls besoins d'emprunt sur les marchés correspondent aux devises extérieures (dollars par exemple) qu'un pays souverain ne peut produire et dont il ne dispose pas (solde négatif de sa balance des transferts, intégrant le déficit commercial) ;

Qu'un Etat ne peut être comparé à un ménage ou à une entreprise. C'est lui qui doit émettre la monnaie permettant aux secteurs privés de payer des taxes et impôts ;

Que la perception des taxes et impôts est un régulateur de la quantité de monnaie en circulation ;

Qu'en conséquence la dette publique (et donc la "nécessité" de la financer sur les marchés) est une totale aberration intellectuelle ou une volonté d'appauvrir les peuples ;

Que tant qu'il existe un besoin (collectivement souhaitable), la volonté de le satisfaire, les moyens techniques, les matières premières et énergétiques et enfin un excès de main d'œuvre disponible et qualifié et le savoir-faire, le Trésor Public doit pouvoir financer les besoins d'investissements du pays ;

Qu'un Etat n'a pas à se poser la question de savoir s'il y a assez de recettes, car en fait il n'en a pas réellement besoin ; il peut émettre ce dont il a besoin. Les taxes et impôts participeront ensuite à la régulation de la quantité de monnaie circulante ;

Que le dogme de l'équilibre des finances publiques est nocif : il faut que l'État soit en déficit (investisse) lorsque le privé est trop frileux ;

Que les dépenses des uns (la collectivité) font les revenus des autres lors des séries d'échanges ("mes revenus sont vos dépenses, mes dépenses sont vos revenus") ;

Qu'une récession c'est une baisse de la demande dans l'économie, mais d'où vient cette baisse de la demande ? Du fait que les entreprises licencient quand elles ralentissent leur activité. Les gens perdent leurs emplois, et donc ils consomment moins. Ces licenciements provoquent une baisse de la demande, qui provoque d'autres licenciements, et ainsi de suite dans un cercle vicieux. Si, d'une manière ou d'une autre, on pouvait garantir un emploi à chacun, cette baisse de la demande serait stoppée nette.

Nous demandons:

Le retour aux monnaies nationales non convertibles si ce n'est dans une Unité de Compte Commune avec les pays voulant éventuellement participer à cette "monnaie commune". La parité entre ces monnaies nationales et l'UCC serait politiquement fixée ;

La mise en place du 100% monnaie (SMART / Système Monétaire A Réserve Totale) suivant la ligne Allais/Gomez (les banques doivent éclater en 3 entités), mûtiné d'une "philosophie" néochartaliste et post keynésienne afin d'éradiquer le chômage autant que faire se peut, en considérant que lorsque la production privée est en panne c'est la production publique qui doit prendre le relais ;

De revenir sur le dogme de la nécessité de l'indépendance de la Banque de France en donnant au Parlement et au Gouvernement (+ Cour des comptes ?) leurs prérogatives souveraines ; celle de décider lors du vote du Budget de l'émission au bénéfice exclusif du Trésor Public (la collectivité) de la monnaie nécessaire pour satisfaire aux besoins collectifs et à l'utilisation de cette nouvelle masse monétaire.